2 3. MAR '61 2
Coordination

MTL. L.7451/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 17 février 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "attribuant une prime, à l'expiration du terme de service auquel ils se sont astreints, à certains militaires des forces armées, non compris la gendarmerie", a donné le 22 février 1961 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e februari 1961 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot toekenning van een premie, bij het verstrijken van de diensttermijn waartoe zij zich verbonden hebben, aan bepaalde militairen van de krijgsmachten, daarin niet begrepen de Rijkswacht", heeft de 22e februari 1961 het volgend advies gegeven:

L'intitulé gagnerait à être rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à l'octroi d'une prime à certains militaires, à l'expiration de leur engagement ou rengagement".

+

+ +

Le projet est pris en exécution de l'article 79, § 2, des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957, modifiées par la loi du 16 août 1958, qui dispose :

"§ 2. A l'expiration du terme de leur engagement ou rengagement, le Roi pourra leur accorder une prime dont le montant ne pourra excéder la somme de 100.000 francs".

Il n'est, dès lors, pas nécessaire de viser les articles 67 et 68 de la Constitution.

+

+ +

Le second alinéa du préambule devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Vu les lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957, notamment l'article 79, § 2, modifié par la loi du 16 août 1958;".

\+

\+ \+

L'article 1er du projet fixe les conditions que doivent remplir les volontaires de carrière pour pouvoir bénéficier de la prime qu'il prévoit. Cet article ne fait pas de distinction entre les volontaires et certains d'entre eux qui sont qualifiés administrativement "techniciens OTAN" ou "techniciens OTAN auxiliaires".

Il n'y a dès lors pas lieu de faire allusion à ces derniers dans le premier considérant figurant au préambule du projet.

Dans la mesure où les considérants sont utiles pour préciser la portée du projet, il est suggéré de les rédiger comme suit :

"Considérant que, en raison de la réduction de la durée du service militaire à douze mois, il a été nécessaire de suppléer au déficit d'effectifs par des engagements de volontaires;

Considérant qu'il a été prévu au moment de l'engagement de ces volontaires qu'une prime pourrait leur être accordée à l'expiration de leur service;".

L'article 1er du projet dispose :

"Les volontaires de carrière, militaires au-dessous du rang d'officier, qui se sont engagés ou rengagés dans les forces armées après le 30 septembre 1958, n'ont pas atteint l'âge de vingt-six ans au moment de leur engagement ou rengagement, ont servi durant six ans au maximum et ont quitté le service des forces armées à l'expiration du terme auquel ils ont souscrit, bénéficient d'une prime aux taux et conditions fixés par le présent arrêté".

Une telle disposition ne semble pas soulever de difficulté d'interprétation pour le volontaire qui, au moment où il s'engage après le 30 septembre 1958, n'a jamais été militaire ou qui, au moment où il se rengage après la même date, n'avait pas la qualité de militaire. Il suffit qu'au moment de son engagement ou de son rengagement, il n'ait pas atteint l'âge de vingt-six ans et qu'il serve six années au maximum à dater de cet engagement ou rengagement.

Par contre, l'article 1er peut soulever des difficultés d'interprétation lorsqu'on se trouve en présence de militaires qui étaient, le 1er octobre 1958, sous les liens d'un engagement ou d'un rengagement. Quand la limite d'âge de vingt-six ans peut-elle leur être opposée ? Quand commence la période de six années de services ?

.../...

Une interprétation stricte du texte pourrait amener l'administration à prendre des décisions qui risqueraient de heurter l'équité. Peut-on concevoir, en effet, qu'un volontaire dont l'engagement s'est terminé le 29 septembre 1958, puisse, s'il n'a pas vingt-six ans, se rengager le 1er octobre 1958 et bénéficier du projet, alors qu'un autre volontaire dont l'engagement finit le 29 septembre 1959 ne pourra pas en bénéficier s'il est âgé d'un peu plus de vingt-six ans ?

Si le Gouvernement croit devoir éviter ces difficultés, il s'indiquerait de fixer dans l'article 1er les conditions imposées respectivement aux civils qui s'engagent ou se rengagent et aux volontaires qui, le 30 septembre 1958, sont sous le régime de l'engagement ou du rengagement.

\+

\+ +

L'article 1er a trait aux engagements et rengagements "dans les forces armées". L'intitulé du projet indique qu'il ne s'applique pas aux volontaires à la gendarmerie. Celle-ci est considérée comme constituant une des forces armées par la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie. Il serait, dès lors, préférable de remplacer les mots "dans les forces armées" par les mots "dans les forces terrestre, aérienne et navale".

\+

\+ +

.../...

L'article 2 du projet dispose en son alinéa 2 :

"De la durée du service à prendre en considération pour l'application des articles 1er et 2 est exclue la fraction de la période d'instruction ou de formation supérieure à six mois".

Cette disposition, qui précise la durée du service prévue aux articles 1er et 2, gagnerait à être rédigée sous forme d'article 3; le numérotage des articles suivants serait modifié en conséquence.

Cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

"Article 3.-

Seuls entrent en compte pour fixer la durée de l'engagement ou du rengagement dont il est question aux articles 1er et 2, les services prestés dans un emploi prévu par les tableaux organiques des forces armées; la période de formation entre cependant en compte, mais pour un maximum de six mois seulement".

\+

\+ \+

L'article 3, § 1er, du projet prévoit que la prime n'est pas allouée à celui qui, au moment où il finit son engagement, entre au service d'une des administrations ou organismes qu'il énumère ou est inscrit dans leur réserve de recrutement aussi longtemps qu'il en fait partie.

.../...

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition maintient le droit à la prime au volontaire qui n'entre dans un des organismes ou administrations cités ou qui n'est inscrit dans la réserve de recrutement, que deux jours après la fin de son engagement ou rengagement. Seuls ne pourront pas bénéficier de la prime, les agents pour lesquels aucune solution de continuïté n'existera entre la fin de leur engagement et leur entrée au service de l'Etat ou leur inscription dans une réserve de recrutement.

L'article 3, § 1er, 1°, ne fait pas de distinction entre les agents des administrations et organismes qui y sont visés suivant qu'ils sont définitifs, stagiaires ou temporaires.

\+

\+ +

Le projet, en son article 3, § 1er, 1°, s'inspire de l'énumération contenue dans l'article 7 de la loi du 20 mars 1958 relative au cumul des pensions et des traitements et au régime des pensions de retraite afférentes à des fonctions multiples. Il ne cite toutefois pas les associations de communes dont cet article fait mention.

D'autre part, il termine son énumération par une formule générale dont l'interprétation pourra entraîner des difficultés; si le Gouvernement entend les éviter, il y aurait lieu de remplacer la formule générale par l'énumération des "administration, établissement ou organisme publics" dans lesquels l'ancien volontaire touchera un traitement directement ou indirectement à charge du Trésor.

\+

\+ +

En prévoyant que l'inscription dans la réserve de recrutement des administrations et organismes visés au 1° supprime le droit à la prime aussi longtemps que l'ancien volontaire y reste inscrit, l'article 3, § 1er, 2°, ne tient pas compte de ce que les réserves de recrutement sont de diverses durées. Si elle est de deux années pour les agents de l'Etat (article 13 de l'arrêté royal du 20 janvier 1939, modifié par l'arrêté royal du 1er décembre 1958), elle est prévue d'une durée de six années dans le projet de statut de certains organismes d'intérêt public; elle semble être de durée indéterminée pour les auxiliaires des postes (arrêté royal du 22 octobre 1960). La diversité serait encore plus grande dans le domaine des communes et des associations de communes.

En prévoyant que la prime n'est pas allouée aussi longtemps que l'ancien volontaire reste inscrit dans une réserve de recrutement, le projet ne répond pas à la raison d'être de la prime, qui est de faciliter le reclassement de l'ancien militaire et de lui permettre de vivre en attendant ce reclassement.

Cette disposition est cependant tempérée par le § 2 du même article 3, qui prévoit l'hypothèse où le volontaire, inscrit dans une réserve de recrutement, reste sous les armes en attendant d'être appelé à l'emploi pour lequel il est inscrit; il peut prétendre à la prime "lorsqu'étant radié de cette réserve, il quitte le service des forces armées".

.../...

Tel qu'il est rédigé, le § 2 ne donne pas au volontaire le droit d'être maintenu en service en attendant son emploi; il ne précise pas non plus si le temps passé sous les armes en plus de la durée de son engagement ou rengagement entrera en compte pour le calcul du montant de la prime.

Il y aurait lieu d'apporter à l'article 3, § 1er, 2°, et § 2, les précisions que le Gouvernement jugera convenables.

\+

\+ +

L'article 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 4.-

La prime n'est pas due au militaire qui, au moment où il quitte le service actif, remplit les conditions requises pour obtenir une pension militaire d'ancienneté".

\+

\+ +

L'article 5 du projet dispose :

"Les ayants-droit d'un militaire décédé en service actif ne peuvent prétendre à la prime prévue par le présent arrêté".

Une telle disposition est inutile puisqu'en vertu de l'article 1er, le volontaire doit, pour pouvoir bénéficier de la prime, avoir terminé le terme de service pour lequel il s'est engagé.

.../...

Si, toutefois, le Gouvernement estimait nécessaire de le rappeler, l'article 5 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

La prime n'est pas due lorsque le militaire est décédé en service actif".

\+

\+ +

L'article 7 du projet dispose :

"Sans préjudice des dispositions de l'article 3, § 2, le militaire visé à l'article 1er qui reprend du service dans les forces armées est exclu de l'application du présent arrêté".

Tel qu'il est rédigé, cet article exclut du bénéfice de la prime :

le militaire qui signe un rengagement prenant cours immédiatement après la fin du terme de service qui lui aurait donné droit à la prime;

le militaire qui, après la fin de ce terme de service, reste en congé illimité durant un certain temps et signe un rengagement alors qu'il n'a pas encore atteint l'âge de vingt-six ans.

La première de ces hypothèses ne doit pas être prévue puisque ce militaire cesse de remplir une des conditions prévues par l'article 1er du projet; il ne quitte pas le service à l'expiration du terme auquel il a souscrit.

.../...

Par contre, la seconde hypothèse doit être envisagée. Il résulte des intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été exprimées au Conseil d'Etat, que l'article 7 signifie que la prime ne peut être octroyée qu'une seule fois au même militaire. Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 7 de la manière suivante :

"Article 7.-

La prime ne peut être octroyée qu'une seule fois au même volontaire".

\+

\+ +

L'article 8 du projet dispose :

"Article 8.-

Par dérogation aux dispositions de l'article 6, la prime due aux bénéficiaires en congé illimité à la date de publication du présent arrêté leur est payée directement par l'entremise de l'Office des chèques postaux".

Tel qu'il est rédigé, cet article ne tient pas compte des volontaires qui, depuis qu'ils ont quitté l'armée après la fin du terme donnant droit à la prime, se sont rengagés dans les forces armées, ni des volontaires qui sont, depuis lors, décédés,ni de ceux qui ont été réformés.

.../...

L'article 8 devrait être rédigé comme suit :

"Article 8.-

Par dérogation à l'article 6, la prime est payée directement aux anciens volontaires qui, à la date de publication du présent arrêté, remplissaient les conditions de son obtention, ou à leurs ayants droit".

Een beter opschrift zou zijn :

"Koninklijk besluit betreffende de toekenning van een premie aan bepaalde militairen, na het verstrijken van hun dienstneming of wederdienstneming".

+
+ +

Het ontwerp wordt vastgesteld ter uitvoering van artikel 79, § 2, van de op 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1958. Die paragraaf bepaalt :

"§ 2. Bij het verstrijken van hun dienstneming of wederdienstneming, zal hun door de Koning een premie kunnen toegekend worden, waarvan het bedrag 100.000 frank niet mag overschrijden".

Het is dus niet nodig naar de artikelen 67 en 68 van de Grondwet te verwijzen.

+
+ +

Het tweede lid van de aanhef leze men als volgt :

"Gelet op de 2 september 1957 gecoördineerde dienstplichtwetten, inzonderheid op artikel 79, § 2, gewijzigd bij de wet van 16 augustus 1958;".

+
+ +

.../...

Artikel 1 van het ontwerp bepaalt, welke voorwaarden beroepsvrijwilligers moeten vervullen om in aanmerking te komen voor de premie welke het instelt. Het maakt geen onderscheid tussen vrijwilligers en sommigen onder hen die administratief "NATO-technici" of "Hulp-Nato-technici" worden geheten.

Over deze laatsten hoeft dan ook in de eerste considerans van de aanhef van het ontwerp niet te worden gesproken.

Voor de consideransen, in de mate waarin zij dienstig zijn om de strekking van het ontwerp toe te lichten, wordt de volgende lezing aanbevolen :

"Overwegende dat de inkorting van de militaire dienst tot twaalf maanden het nodig heeft gemaakt, in het tekort van het effectief door het in dienst nemen van vrijwilligers te voorzien;

Overwegende dat bij het in dienst nemen van die vrijwilligers was bepaald, dat hun na afloop van hun dienst een premie kon worden toegekend;".

Artikel 1 van het ontwerp bepaalt :

"De beroepsvrijwilligers, militairen beneden de rang van officier, die na 30 september 1958 bij de krijgsmacht dienst of weder dienst hebben genomen, die de leeftijd van zesentwintig jaar niet bereikt hebben op het ogenblik van deze dienstneming of wederdienstneming, die gedurende maximum zes jaar gediend hebben

.../...

en de dienst der krijgsmachten verlaten hebben bij het verstrijken van de diensttermijn waarvoor zij onderschreven, genieten een premie waarvan het bedrag en de toekenningsvoorwaarden door onderhavig besluit bepaald worden".

Voor vrijwilligers die op het tijdstip waarop zij, na 30 september 1958, dienst nemen, nooit militair zijn geweest of die, op het tijdstip waarop zij, na die datum, weder dienst nemen, niet de hoedanigheid van militair hadden, levert de interpretatie van deze bepaling geen moeilijkheden op. Het is voldoende, dat zij op het tijdstip van hun dienstneming of wederdienstneming de leeftijd van zesentwintig jaar niet hebben bereikt en vanaf deze dienstneming of wederdienstneming ten hoogste zes jaar dienen.

De interpretatie van dit artikel 1 kan echter wel moeilijkheden opleveren als het gaat om militairen die op 1 oktober 1958 door een dienstneming of wederdienstneming waren gebonden. Wanneer speelt voor hen de leeftijdsgrens van zesentwintig jaar ? Wanneer gaat de periode van zes jaar dienst in ?

Met strikte uitlegging van de tekst zou de administratie tot beslissingen kunnen komen, die tegen de billijkheid indruisen. Gaat het immers op, dat een vrijwilliger wiens dienstneming op 29 september 1958 verstrijkt, als hij geen zesentwintig jaar is,weder dienst zou kunnen nemen op 1 oktober 1958 en aanspraak zou krijgen op het bepaalde in het ontwerp, terwijl een ander vrijwilliger, wiens dienstneming op 29 september 1959 verstrijkt, maar die iets ouder dan zesentwintig jaar is, niet in aanmerking zou komen?

.../...

Meent de Regering deze moeilijkheden uit de weg te moeten gaan, dan ware het aangewezen in artikel 1 de voorwaarden te bepalen, onderscheidenlijk voor burgers die dienst nemen of weder dienst nemen en voor vrijwilligers die op 30 september 1958 onder het regime van de dienstneming of de wederdienstneming stonden.

\+
\+ +

Artikel 1 heeft betrekking op dienstnemingen en wederdienstnemingen "bij de krijgsmacht". Volgens het opschrift vindt het ontwerp geen toepassing op vrijwilligers voor de Rijkswacht. De wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht beschouwt deze als een krijgsmachtdeel. Het ware dan ook verkieslijk, de woorden "bij de krijgsmacht" door de woorden "bij de land-, zee- en luchtmacht" te vervangen.

\+
\+ +

Artikel 2 van het ontwerp bepaalt in het tweede lid :

"Voor de toepassing van de artikelen 1 en 2 wordt de fractie van de opleidings- of vormingsperiode die meer dan zes maanden bedraagt, niet gerekend bij de duur van de in acht te nemen diensttijd".

Deze bepaling, die de duur van de dienst als bedoeld in de artikelen 1 en 2 nader omschrijft, ware beter als een artikel 3 te stellen, met vernummering dan van de volgende artikelen.

.../...

Deze bepaling kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 3.-

Voor de vaststelling van de duur van de dienstneming of wederdienstneming waarvan sprake in de artikelen 1 en 2, komen alleen in aanmerking diensten verricht in een betrekking die op de organieke tabellen van de krijgsmacht voorkomt ; de opleidingsperiode telt echter mede, maar voor ten hoogste zes maanden".

+

+ +

Artikel 3, § 1, van het ontwerp bepaalt, dat de premie niet wordt toegekend aan hem die bij het einde van zijn dienstneming in dienst treedt bij een van de daar genoemde besturen of instellingen of in de werfreserve daarvan ingeschreven is zolang hij er deel van uitmaakt.

Volgens deze redactie behoudt het recht op de premie de vrijwilliger die nauwelijks twee dagen na het einde van zijn dienstneming of wederdienstneming, bij een van de genoemde besturen of instellingen in dienst treedt of in de werfreserve wordt ingeschreven ; geen aanspraak op de premie hebben alleen die personeelsleden, voor wie er geen breuk is tussen het einde van hun dienstneming en hun indiensttreding bij de Staat of hun inschrijving in een werfreserve.

.../...

Artikel 3, § 1, 1°, maakt tussen de personeelsleden van de daar genoemde besturen en instellingen geen onderscheid naargelang zij vast benoemd, stagiair dan wel tijdelijk zijn.

+
+ +

In artikel 3, § 1, 1°, sluit het ontwerp aan bij de opsomming die voorkomt in artikel 7 van de wet van 20 maart 1958 betreffende de cumulatie van pensioenen en wedden en de regeling inzake rust-pensioenen voor verschillende ambten. Het verzwijgt echter de daarin genoemde verenigingen van gemeenten.

Aan het eind van de opsomming bevat het artikel een algemene formule, die moeilijkheden bij de uitlegging kan opleveren. Wil de Regering ze vermijden, dan dient de algemene formule te worden vervangen door de opsomming van de openbare besturen, inrichtingen of instellingen, waar de gewezen vrijwilliger een rechtstreeks of onrechtstreeks ten bezware van de Schatkist komende wedde zal genieten.

+
+ +

.../...

Waar artikel 3, § 1, 2°, bepaalt, dat de inschrijving in de werfreserve van de onder 1° bedoelde besturen en instellingen het recht op de premie doet vervallen zolang de gewezen vrijwilliger er ingeschreven blijft, vergeet het, dat de wervingsreserves niet van gelijke duur zijn. De reserve duurt twee jaar voor het Rijkspersoneel (artikel 13 van het koninklijk besluit van 20 januari 1939, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 december 1958), zes jaar in het ontwerp-statuut van sommige instellingen van openbaar nut, en schijnt onbeperkt te zijn voor hulpkrachten bij de posterijen (koninklijk besluit van 22 oktober 1960). In gemeenten en verenigingen van gemeenten zou er nog een grotere verscheidenheid zijn.

Waar het ontwerp bepaalt, dat de premie niet wordt toegekend zolang de gewezen vrijwilliger in een werfreserve blijft ingeschreven, vergeet het, dat de bestaansreden van de premie is, de reclassering van de gewezen militair te vergemakkelijken en hem in afwachting van die reclassering in staat te stellen te leven.

Deze bepaling wordt echter verzacht door § 2 van hetzelfde artikel 3, die rekent met de veronderstelling, dat de vrijwilliger die in een werfreserve is ingeschreven, onder de wapens blijft in afwachting dat hij wordt opgeroepen voor de betrekking waarvoor hij is ingeschreven ; hij kan aanspraak maken op de premie "wanneer hij na uit deze reserve geschrapt te zijn, de dienst van de krijgsmacht verlaat".

.../...

Zoals hij is geredigeerd,kent de tekst van § 2 de vrijwilliger niet het recht toe, in dienst te blijven in afwachting dat hij een betrekking krijgt ; de tekst zegt evenmin of de tijd dat hij buiten zijn dienstneming of wederdienstneming onder de wapens is geweest, voor de berekening van het bedrag van de premie zal tellen.

In artikel 3, § 1, 2°,en § 2 zouden zodanige verduidelijkingen als de Regering gepast acht, moeten worden aangebracht.

\+

\+ +

Artikel 4 zou beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 4.-

De premie is niet verschuldigd aan de militair die op het tijdstip waarop hij uit de werkelijke dienst treedt, voldoet aan de vereisten om een militair anciënniteitspensioen te verkrijgen".

\+

\+ +

Artikel 5 van het ontwerp bepaalt :

"De rechthebbenden van een in actieve dienst overleden militair kunnen geen aanspraak maken op de door dit besluit voorziene premie".

Zodanige bepaling is overbodig, want de vrijwilliger moet krachtens artikel 1, wil hij voor de premie in aanmerking komen, de termijn waarvoor hij dienst heeft genomen, beëindigd hebben.

.../...

Wenst de Regering dit niettemin in herinnering te brengen, dan leze men artikel 5 als volgt :

"Artikel 5.-

De premie is niet verschuldigd wanneer de militair in werkelijke dienst is overleden".

\+

\+ +

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt :

"Onverminderd de beschikkingen van artikel 3, § 2, is de bij artikel 1 bedoelde militair die terug dienst neemt bij de krijgsmacht uitgesloten van de toepassing van dit besluit".

Aldus gesteld,sluit het artikel van het genot van de premie uit :

- de militair die weder dienst neemt onmiddellijk na het einde van de diensttermijn krachtens welke hij recht op de premie zou hebben gehad ;
- de militair die, na afloop van die termijn, een tijd lang met onbepaald verlof blijft en weder dienst neemt terwijl hij nog geen 26 jaar oud is.=

Met het eerste geval moet niet worden gerekend, want die militair voldoet niet langer aan een van de eisen van artikel 1 van het ontwerp ; hij treedt niet uit de dienst bij het verstrijken van de termijn waarvoor hij heeft getekend.

.../...

Met het tweede geval daarentegen moet wel worden gerekend. Volgens de bedoeling van de Regering, zoals zij aan de Raad van State is medegedeeld, blijkt artikel 7 te betekenen, dat de premie maar eenmaal aan dezelfde militair kan worden toegekend. De Raad van State stelt voor, artikel 7 als volgt te lezen :

"Artikel 7.-

De premie kan slechts éénmaal aan dezelfde vrijwilliger worden toegekend".

\+

\+ +

Artikel 8 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 8.-

In afwijking van de beschikkingen van artikel 6, wordt de premie verschuldigd aan de begunstigden met onbepaald verlof op de datum van bekendmaking van dit besluit, hun door bemiddeling van het postcheckambt uitbetaald".

In deze redactie is geen rekening gehouden met het geval van vrijwilligers die, sedert zij uit het leger zijn getreden, na afloop van de termijn die recht geeft op de premie weder dienst hebben genomen bij de krijgsmacht, noch met dat van sedertdien overleden vrijwilligers, noch met dat van hen die werden afgekeurd.

.../...

Artikel 8 leze men als volgt :

"Artikel 8.-

In afwijking van artikel 6 wordt de premie rechtstreeks uitbetaald aan de gewezen vrijwilligers die, op de datum van de bekendmaking van dit besluit, aan de voorwaarden voor de toekenning ervan voldeden, dan wel aan hun rechthebbenden".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,

G. HOLOYE,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,

Ch.VAN REEPINGHEN,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.